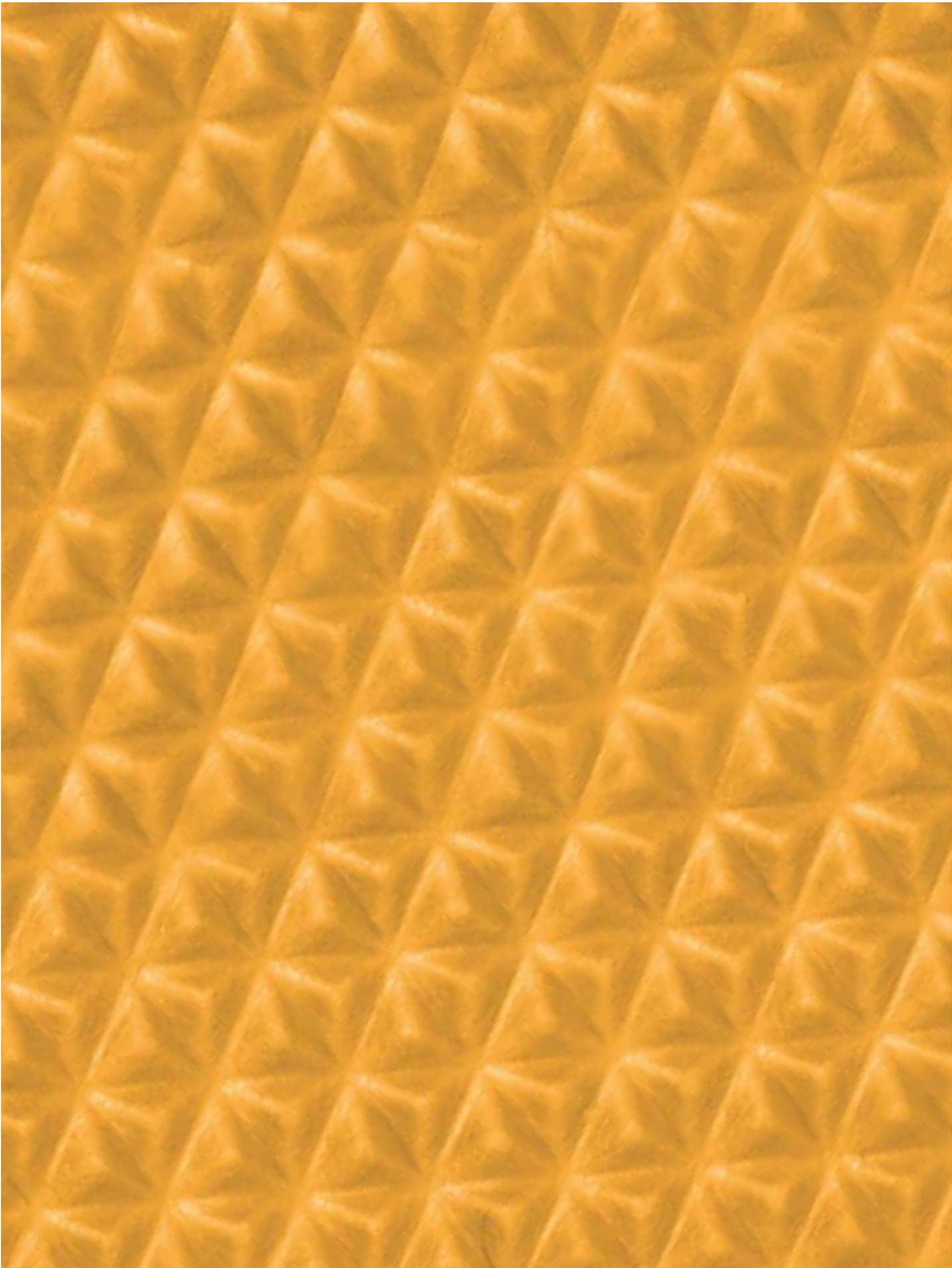


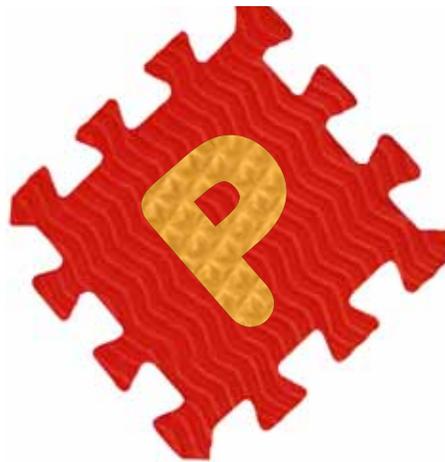
Childcare SOS:

A call for the Ontario
government to take action

SCFP

CUPE SCFP
Ontario





Pourquoi un appel à l'aide?

La garde à l'enfance en Ontario est en état de crise. L'optimisme engendré en 2007 par l'engagement initial du premier ministre McGuinty à l'égard de l'apprentissage à temps plein pour les jeunes enfants a été remplacé par de l'inquiétude dans un contexte où les fermetures de garderies, les frais de garde astronomiques, les listes d'attentes de deux ans pour obtenir une subvention et une place en garderie et le secteur commercial définissant dorénavant la garde à l'enfance en Ontario.

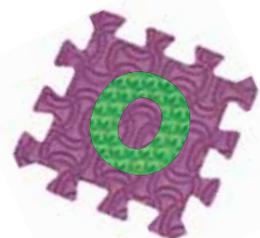
Malgré les nombreux conseils d'experts et de personnes dans la collectivité, seul le volet de la maternelle à temps plein (MTP) du programme prolongé et intégré d'apprentissage à temps plein pour les jeunes enfants a été mis en œuvre, et ce, avec peu d'aide financière et de soutien aux politiques pour les services de garde. Pour tout dire, la MTP a été superposée à l'enchevêtrement de problèmes non réglés qui affligent la garde à l'enfance, à savoir le sous-financement chronique, le plafonnement depuis près de deux décennies du financement provincial consenti aux services de garde, le manque de subventions entraînant l'exclusion de la majorité des familles et l'absence d'un plan d'action ou d'une politique provinciale en matière de services éducatifs et de garde à l'enfance (SÉGE).

À moins d'agir de toute urgence pour sauver des services essentiels et de planifier l'établissement d'un véritable système de garde à l'enfance, les enfants et les familles de l'Ontario disposeront de moins en moins de services de garde de qualité dans le présent et à l'avenir.

Objectifs, politique intelligente et action immédiate

Beaucoup de personnes en Ontario ont intérêt à ce que l'on renforce les services de garde au lieu de les affaiblir irrévocablement. Nous sommes nombreux et nombreuses à revendiquer depuis longtemps un système public et universellement accessible de services de garde à l'enfance de qualité, sans but lucratif et financés par l'État avec les objectifs suivants en tête:

- Éducation à la petite enfance
- Politique économique et de main-d'œuvre intelligente
- Équité
- Justice sociale et lutte contre la pauvreté



Nous sommes en faveur du concept « apprendre en Ontario » proposé par le gouvernement de l'Ontario pour remplacer celui de garde à l'enfance, mais nous croyons que le transfert de la responsabilité des services de garde au ministère de l'Éducation doit s'accompagner d'actions concrètes et pas uniquement d'une nouvelle terminologie. Tout en reconnaissant pleinement que les programmes de financement et les politiques en matière de SÉGE ont besoin d'une transformation globale pour répondre à la réalité de l'Ontario du 21^e siècle, nous croyons néanmoins en la nécessité d'adopter des mesures d'urgence à court terme.

Mesures à court terme

Nous proposons les mesures à court terme suivantes pour répondre à la situation de crise actuelle :

- **Consentir du financement d'urgence dans le budget 2012;**
- **Cesser immédiatement d'accorder des permis d'exploitation à de nouvelles garderies commerciales;**
- **Indexer les paiements de transfert pour les services de garde versés par le gouvernement provincial aux municipalités;**
- **S'engager à l'élaboration d'une politique moderne et complète en matière de SÉGE et à son achèvement d'ici deux ans.**

Information et contexte

Il fut un temps où l'Ontario était un chef de file en matière de SÉGE au Canada. Mais, malgré les nouvelles connaissances sur les meilleures pratiques en matière de politiques publiées dans les années 1990 et 2000, les gouvernements provinciaux successifs n'ont pas su moderniser des approches obsolètes. Par conséquent, lorsque le conseiller spécial du premier ministre a déposé en 2009 une proposition de politique intégrée en matière de SÉGE pour les enfants âgés de zéro à douze ans et leurs familles, des organismes et des experts partout au Canada s'en sont réjouis.

En 2010, la garde à l'enfance est passée au ministère de l'Éducation en vertu de la première phase du programme « Apprendre en Ontario ». Toutefois, suivant le lancement de la maternelle à temps plein, il devint clair très rapidement que le gouvernement provincial était peu enclin à déployer les volets « garde à l'enfance

» de la proposition du conseiller spécial et à moderniser les mécanismes de financement archaïques des services de garde en Ontario.

Des organismes, comme l'Association des services sociaux des municipalités de l'Ontario, observent que le passage à la maternelle à temps plein n'est qu'un des facteurs pour expliquer la crise actuelle. Dans *l'enchevêtrement de problèmes non réglés*, il y a notamment :

- les paiements de transfert non indexés que verse le gouvernement provincial aux municipalités pour la garde à l'enfance;
- l'épuisement des fonds de « réserve » des municipalités pour les services de garde;
- les pressions fiscales générales que subissent les municipalités;
- l'absence d'un plan d'action provincial rationnel pour le développement, le financement et la gestion d'un véritable système de garde à l'enfance.

Ces éléments pris ensemble, et auxquels s'ajoutent le manque de ressources et de planification pour gérer la transition vers la maternelle à temps plein, ont créé la « tempête du siècle » qui s'abat actuellement sur les services de garde en Ontario.

Pressions multiples sur les familles et les enfants

En termes concrets, tout cela signifie que les parents, le personnel des garderies, les fournisseurs de services et les jeunes enfants supportent le gros du fardeau des nombreuses pressions inhérentes au modèle ontarien de services de garde, un modèle désarticulé, sous-financé et fondé sur le libre marché, des pressions par ailleurs exacerbées par le passage à la maternelle à temps plein. Les conséquences négatives les plus immédiates sont :

- des fermetures de garderies un peu partout dans la province; il s'ensuit que les parents ont moins de choix, qu'il n'y a pas de services de garde dans certains milieux et qu'il n'est pas possible de planifier et de modifier le profil des garderies pour fournir les services requis;
- des listes d'attente pour une subvention tellement longues que de nombreuses familles admissibles n'en obtiendront sans doute jamais;

- d'importantes hausses de frais de garde, de sorte que peu de parents ont les moyens de payer le plein tarif;
- des conseils d'administration formés de bénévoles et des municipalités qui n'ont pas les ressources requises pour ouvrir des places pour les poupons et les bambins afin de remplacer les enfants de 4 et 5 ans qui passent à la maternelle à temps plein;
- des salaires trop faibles pour attirer et retenir les éducatrices et éducateurs qualifiés nécessaires pour offrir des soins et un projet éducatif de qualité.

Le secteur des garderies à but lucratif profite de la crise pour se développer

Dans la situation chaotique actuelle et compte tenu du vide en matière de politique, on observe que le secteur des garderies à but lucratif s'enracine d'une façon nouvelle. La chose est inquiétante parce que la recherche indique que les garderies à but lucratif ont tendance à fournir des services de moins bonne qualité et moins accessibles que les garderies sans but lucratif et les garderies du secteur public. Aussi, l'expérience de l'Australie et du Royaume-Uni démontre que lorsque le réseau des services de garde est dominé par des sociétés, les frais de garde montent en flèche et les gouvernements contribuent généreusement à gonfler les profits des actionnaires. Pendant qu'en Ontario la croissance dans le secteur des services de garde sans but lucratif s'est faite à pas de tortue et que le nombre de garderies publiques a chuté, le secteur des services de garde à but lucratif de son côté a connu une progression régulière depuis 2004. Il comptait alors 17 p. cent des places en garderie et il en compte maintenant 25 p. cent.

Expansion rapide d'entreprises à but lucratif de garde à l'enfance

Le plus inquiétant dans tout cela, c'est l'avènement d'entreprises de garde à l'enfance bien financées qui profitent du vide en matière de politique dans le secteur pour accélérer leur expansion en faisant l'acquisition de petites garderies qui peinent à arriver. Aujourd'hui, les chaînes commerciales de cinq garderies, dix et même plus sont chose fréquente en Ontario. La première entreprise de garde à l'enfance canadienne à être cotée en bourse (Toronto Stock

Exchange) se concentre sur l'acquisition de petites chaînes locales dans quelques provinces, notamment en Ontario. Grâce à des prêts bancaires et à des capitaux provenant de gros investisseurs, y compris d'intérêts dans le secteur immobilier, elle a grandi au point de devenir une chaîne de quarante-quatre garderies en moins d'un an et demi.

Un monde nouveau : les entreprises de garde à l'enfance, les sociétés immobilières et les offres de rachat

Dans les pays où la commercialisation de la garde à l'enfance a connu une expansion rapide, les entreprises désireuses d'accaparer des parts du marché font appel à des agents commerciaux pour trouver des propriétaires de garderies locales et leur faire des offres de rachat. La création de partenariats avec des sociétés immobilières stimule considérablement l'expansion du réseau commercial étant donné qu'on ouvre des garderies dans des collectivités et des ensembles résidentiels où les investisseurs peuvent acquérir ou aménager des terrains.

Ces stratégies nous rappellent celles des entreprises de garde à l'enfance des États-Unis de même que les stratagèmes du conglomérat australien ABC/123, devenu un monopole dans ce pays avant que ne s'effondre son empire à un coût considérable pour le gouvernement national.

Ce que peut faire un bon système de services éducatifs et de garde à l'enfance

De nos jours, tout le monde accepte que l'éducation à la petite enfance soit bénéfique pour les enfants sur le plan développemental et éducatif; les bienfaits des services de garde de qualité pour les enfants âgés autour de deux et de trois ans sont clairement établis dans les recherches sur le sujet. Par contre les bienfaits d'un système bien conçu de services de garde à l'enfance de qualité sont encore plus vastes et l'équation est un peu moins simple.

Les services de garde à l'enfance de qualité sont bénéfiques pour le développement de l'enfant.

La recherche sur le développement de l'enfant indique clairement que les services de garde apportent aux jeunes enfants des bienfaits sur le plan développemental et éducatif, mais cela s'avère seulement s'ils sont de bonne qualité. À vrai dire, s'ils sont de mauvaise qualité, les services de garde peuvent nuire au développement de l'enfant. Quoique ces conclusions soient encore plus vraies pour les enfants de milieux défavorisés, elles valent pour tous les niveaux de revenu.

Des programmes bien conçus sont bénéfiques pour l'économie

Selon de nombreuses études, les programmes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants qui sont bien conçus ont d'importantes retombées économiques. Des recherches récentes au Canada ont révélé que les avantages économiques des services de garde dépassaient le coût de l'investissement public à cause, notamment (comme l'indiquent des études québécoises) de l'augmentation du taux d'activité des mères et de leur effet stimulant sur l'économie locale.

Selon les recherches de l'économiste Robert Fairholm, pour chaque dollar investi en services de garde qualité, les avantages à court et à long terme pour la société au chapitre de l'éducation, de la participation au marché du travail et de la création d'emplois, sont de 2,54 dollars. Des études réalisées en Grande-Bretagne et aux États-Unis corroborent ces résultats. De plus, M. Fairholm a calculé que le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux récupéreraient sous forme de recettes fiscales accrues 90 cents sur chaque dollar public investi.

Services de garde de qualité et mères actives sur le marché du travail

On présente parfois les services de garde comme la solution première à la pauvreté et à ses effets. Mais l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) fait valoir que même si

les programmes de garde d'enfants sont essentiels pour lutter contre la pauvreté, la solution par excellence réside dans un système universel de services éducatifs et de garde à l'enfance qui permet à la fois aux mères d'être actives sur le marché du travail et aux enfants de recevoir de bons services éducatifs.

Les services éducatifs et de garde à l'enfance sont un facteur de justice sociale

Enfin, l'accès à des services de garde à l'enfance de qualité est fondamental sur le plan de la justice sociale, de l'équité et des droits de la personne, notamment en ce qui a trait à l'égalité des femmes et au respect de la diversité. Plusieurs ententes et conventions internationales de grande importance comme la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CIDE), la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et l'Éducation pour tous, reconnaissent que les services de garde dont une question de droits fondamentaux pour les enfants et pour les femmes. Dans de nombreux pays, les services éducatifs et de garde à l'enfance en tant que droit de la personne englobent (mais ne remplacent pas) des considérations liées à l'économie, à l'éducation et à la lutte contre la pauvreté.

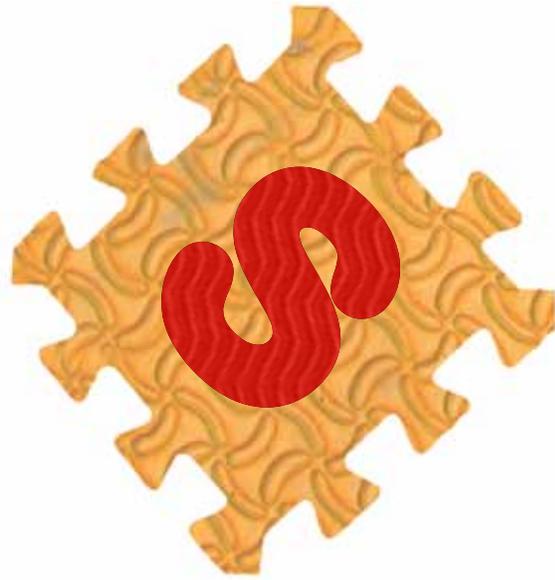
Dépendre du marché et de services de garde à but lucratif n'est pas la bonne solution. Pourquoi?

Une chose fondamentale apprise au cours des deux dernières décennies en matière de politique de garde à l'enfance est que dépendre du marché et de services de garde à but lucratif n'est pas la bonne façon de s'assurer que les bienfaits que procurent les SÉGE se concrétiseront.

Des analyses comparatives révèlent d'importantes disparités entre les pays qui optent pour des solutions marchandes en matière de garde à l'enfance et ceux qui choisissent plutôt des systèmes publics planifier et fournir les services de garde à l'enfance. Selon ces études, les systèmes bien planifiés sont beaucoup plus efficaces en matière d'accessibilité et de qualité. En fait, aucun pays où la garde d'enfants est une affaire de marché et d'entreprises commerciales n'obtient de bons résultats en matière d'accessibilité et de qualité.

Concrètement, cela signifie que lorsque l'on dépend du marché, souvent le niveau de qualité n'est pas suffisamment élevé pour être « éducatifs », que les bienfaits économiques sont moins importants parce que les services ne sont pas accessibles au moment et à l'endroit où on en a besoin. Cela signifie que des familles et des milieux considérés comme « peu susceptibles de rapporter des bénéfices » sont souvent exclus, que le coût des services est inabordable et qu'il n'y a pas de coordination.

On observe également que les modèles commerciaux (à but lucratif) coûtent très cher au trésor public compte tenu qu'une partie importante des fonds publics est siphonnée par les entreprises pour gonfler les profits de leurs actionnaires. Cela se fait non seulement aux dépens des enfants et des familles, mais à un coût énorme pour les gouvernements.



Ce que nous recommandons

Enfin, étant donné qu'en Ontario la garde à l'enfance fait maintenant partie du système public d'éducation, un système administré et financé par l'État et dont l'ensemble sinon la totalité des services sont publics, il semble moins indiqué que jamais d'assujettir les soins et l'éducation de nos jeunes enfants les plus vulnérables aux vicissitudes du marché, surtout que nous disposons de toute l'information et de toutes les données requises pour faire mieux.

Compte tenu de ce qui précède, à court terme, nous demandons au premier ministre Dalton McGuinty et à son gouvernement de :

- Consentir 287 M\$ en fonds d'urgence cette année pour permettre aux garderies existantes de demeurer viables et de se transformer pour accueillir les enfants de 0 à 3,8 ans une fois que la maternelle à temps plein sera complètement déployée.
- Cesser immédiatement d'accorder des permis aux nouvelles garderies commerciales et élaborer un cadre politique instituant un système public de services de garde sans but lucratif.
- Indexer en fonction de l'inflation les paiements de transfert pour les services de garde que verse le gouvernement provincial aux municipalités.
- S'engager maintenant à lancer le processus de modernisation des services de garde en Ontario. Cela veut dire élaborer un cadre stratégique détaillé instituant un système public de services de garde sans but lucratif pour tous les enfants âgés de zéro à douze ans à l'extérieur du cadre scolaire régulier et avoir achevé l'exercice dans deux ans.

cope491:dg

